



## Organisation des Nations Unies

### COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 23 MARS 2022

#### MONUSCO

#### SESSION PARLEMENTAIRE

Alors que la session parlementaire a commencé la semaine dernière, la MONUSCO salue l'accent mis par le Président de l'Assemblée nationale sur l'inclusivité du processus électoral, en particulier en ce qui concerne la participation des femmes et de la jeunesse. Elle suit également avec une attention particulière les travaux sur les questions liées à la lutte contre les discours de haine, à la lutte contre la corruption et au cadre légal de l'état de siège et de l'état d'urgence.

La Mission, par le biais notamment des bons offices de la Représentante spéciale du Secrétaire général en RDC, Bintou Keita, continuera à promouvoir un dialogue politique apaisé, serein et consensuel auprès de tous les acteurs. Elle rappelle qu'il est de la responsabilité de tous de garantir un processus électoral qui permette de créer la confiance.

Par ailleurs, une délégation de la division d'assistance électoral de l'ONU est en RDC cette semaine, à la demande des autorités congolaises, afin d'évaluer et d'examiner les modalités d'un appui éventuel des Nations Unies au processus électoral.

A noter également que Bintou Keita interviendra devant le Conseil de sécurité mardi prochain, le 29 mars, lors d'une séance publique que vous pouvez suivre sur le site des Nations Unies.

#### VISITE

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident et humanitaire en RDC, Bruno Lemarquis, est en visite depuis le vendredi 18 mars dans les provinces du Nord-Kivu, de l'Ituri et du Tanganyika. Arrivé en RDC il y a moins d'un mois, il consacre sa toute première visite à une prise de contact avec les acteurs du développement et ceux du secteur humanitaire opérationnels dans ces provinces.

Accompagné de la Coordinatrice humanitaire adjointe, Suzana Tkalec, M. Lemarquis s'est rendu samedi à Bule et Fataki et dans les sites de déplacés de Djaiba et Plaine-Savo où il s'est recueilli sur les tombes des victimes des tueries de février dernier.

Il a aussi rencontré les différentes agences du système des Nations unies présentes dans ces provinces de l'Est du Congo, le personnel de la MONUSCO, des partenaires humanitaires, des acteurs de développement, paix et stabilisation ainsi que des autorités provinciales, territoriales et coutumières.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

### JUSTICE

**Du 21 au 26 mars courant la section Appui à la justice de Goma et les chefs des autorités judiciaires civiles et militaires mènent une mission de terrain au centre de Masisi, dans le cadre du soutien à la chaîne pénale.**

Deux activités principales seront entreprises à cette occasion, respectivement une inspection judiciaire de la prison de Masisi et l'organisation d'une session de renforcement des capacités de deux jours au profit des acteurs judiciaires. En ce qui concerne la première activité, une attention particulière sera accordée à la situation des détentions préventives et aux cas potentiels d'arrestations illégales/arbitraires. En outre, une audition mobile sera organisée pour les détenus en détention provisoire dont les dossiers seront finalisés à l'issue de cette mission d'inspection.

Du 17 au 18 mars 2022, la section Appui à la justice a organisé un atelier à la Cour d'appel du Nord-Kivu. L'objectif général de cette rencontre était de réviser et d'uniformiser les principaux formulaires d'actes de procédure utilisés par les parquets, tribunaux et cours tant civils que militaires au Nord-Kivu.

### PROTECTION DE L'ENFANT

**Le 21 mars 2022, la section Protection de l'enfant a organisé un atelier au profit de 17 points focaux dont 16 hommes et 1 femme d'ONG locales partenaires, dont Global Synergie pour la Paix et le Développement (GSYPAD), ainsi que le Groupe d'Action pour la Protection de l'Enfant (GAPE) et Centre d'Etude et d'Espérance (CPE) opérant sur le territoire de Walikale. Le but de cet atelier est le renforcement des capacités des ONG locales partenaires pour aider à prévenir et mettre fin au recrutement d'enfants et autres violations contre les enfants.**

### SENSIBILISATION

**Du 18 au 21 mars plusieurs sections substantives de la MONUSCO Goma (Protection de l'enfant, UNPOL, Affaires civiles, Conduite et discipline et Genre) ont effectué une mission de terrain à Kitshanga au cours de laquelle 2 ateliers de formation ont été organisés sur la protection des enfants dans les conflits armés. La première session a bénéficié à 20 participantes des FARDC, de la PNC et de l'ANR tandis que la deuxième session s'est déroulée au profit de 18 membres d'organisations féminines.**

**Le 20 mars, la section des Affaires civiles a tenu une réunion avec le chef de groupement de Jomba et le Commandant de la PNC pour discuter de la protection des populations civiles et de la sécurité de la zone du village de Tshengero. A cette occasion, les représentants de la section des affaires civiles ont encouragé les autorités locales à renforcer la sensibilisation sur la coopération entre la population et les forces de sécurité ainsi qu'avec la MONUSCO. Par ailleurs, la section des Affaires civiles a tenu une séance de travail avec le nouveau secrétaire administratif de la chefferie de Bwito à Kikuku pour discuter des défis de l'administration civile de la chefferie de Bwito.**

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlcy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

**23 journalistes (dont sept femmes) des quatre radios communautaires de la chefferie des Walendu Bindi dans le territoire d'Irumu en Ituri ont bénéficié d'une formation de deux jours de la MONUSCO sur le journalisme et sa pratique dans une zone sensible.** C'était du 3 au 4 mars 2022 à Aveba, localité située à 75 km de Bunia et où la présence de groupes armés reste une réalité, notamment celui de la Force de résistance patriotique de l'Ituri, FRPI. Cet appui de la MONUSCO à travers sa Section de l'information publique répondait à un besoin plusieurs fois exprimé aussi bien par la société civile locale que par ces journalistes eux-mêmes, dont ce métier constitue la 2<sup>e</sup> voire la 3<sup>e</sup> occupation professionnelle.

**En outre, la Section des Affaires politiques de la MONUSCO a organisé jeudi 10 mars à Bunia une rencontre avec des jeunes à risque de la ville et de ses environs sur la paix et le développement de la province de l'Ituri,** en collaboration avec le Parlement des Jeunes de la ville. Quatre-vingts quatorze jeunes, dont 42 filles ont pris part à cette activité dont l'objectif était de sensibiliser les jeunes à prendre leur part au processus de pacification et de développement de la province. Il s'agissait d'autre part de sensibiliser ces jeunes sur le mandat de la MONUSCO et le plan de transition pour un retrait progressif, ordonné et échelonné de la Mission de la RDC.

### EQUIPE DE PAYS

#### *Déclaration du Représentant de l'UNICEF en RDC, Edouard Beigbeder*

Mon intervention tournera autour de deux points, à savoir le processus de sortie et réintégration des enfants associés aux forces et groupes armés et la création de Bana Okapi, une nouvelle radio destinée aux enfants et aux parents de la RDC.

Au sujet du processus de sortie et réintégration des enfants associés aux forces et groupes armés, il faudrait savoir qu'environ :

- 17.500 enfants sortis des groupes armés ont été assistés depuis 2017 en République démocratique du Congo (RDC).
- Près de 10.000 enfants ont bénéficié de programmes de réintégration individuelle et/ou collective dans leurs familles et communautés.
- En 2021, plus de 3.300 enfants ont été séparés et pris en charge.
- Les 470 enfants dont on a fait allusion lors de la Journée internationale de l'enfant soldat, dans la province du Sud-Kivu, sont inclus dans cet effectif global.

En tant que membre de l'équipe spéciale des Nations Unies pour la protection de l'enfant, l'UNICEF est l'un des cosignataires, le 4 octobre 2012, du plan d'action pour la lutte contre le recrutement et l'utilisation d'enfants ainsi que les autres violations graves des droits de l'enfant par les Forces armées et les services de sécurité de la République démocratique du Congo.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

C'est ainsi que nous avons salué, à juste titre, le rapport du Secrétaire général de l'ONU du 24 août 2017 sur l'utilisation des enfants dans les conflits armés, publié jeudi 5 octobre 2017, qui a officiellement radié les forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) de la liste noire des formations militaires qui recrutent et utilisent des enfants dans les conflits armés.

Lors de ma récente visite à Goma je me suis réjoui des efforts fournis au niveau des centres de recrutement des militaires, des centres d'instruction des militaires et des policiers, pour l'évaluation systématique de l'âge, de sorte que tous les enfants mineurs qui se présenteraient soient directement écartés de rang des recrues.

L'UNICEF encourage également les efforts du Gouvernement pour la sortie de la RDC de la liste noire des formations militaires indexées pour les violences sexuelles dont les enfants et les femmes sont les plus exposés.

En ce qui concerne la réintégration, le soutien à la réintégration socio-économique et scolaire des enfants pose encore quelques soucis. L'UNICEF ne dispose pas suffisamment de ressources à long terme pour fournir un soutien de qualité et durable. Le contexte des conflits armés et de sécurité volatile, plus particulièrement dans les provinces de l'Est, ne favorise pas non plus une appropriation communautaire de la réintégration.

L'UNICEF remercie le Président de la République et le Gouvernement pour le nouveau Programme de démobilisation, désarmement, réinsertion communautaire et social (PDDRCS), créé le 4 juillet 2021, afin de promouvoir la stabilité, la cohésion sociale et de prévenir les conflits armés.

L'UNICEF réaffirme son engagement pour assurer, avec le leadership du Gouvernement, une protection adéquate et digne aux enfants, malheureusement victimes de violations de leurs droits. Nous réitérons notre appel à toutes les parties au conflit afin de garantir le respect des droits des enfants.

Pour ce qui est de la nouvelle Radio, Bana Okapi, destinée aux enfants et aux parents de la RDC. Cette nouvelle radio est le fruit d'un partenariat entre la Radio Okapi (MONUSCO), UNICEF et l'UNOPS.

L'objectif de ce partenariat est de permettre aux parents et à leurs enfants d'avoir accès aux services de base telles l'éducation, la santé, la nutrition, la petite enfance, etc.

Bana Okapi est implantée dans 11 villes de la RDC, à savoir Kinshasa, Lubumbashi, Kananga, Kisangani, Bukavu, Goma, Matadi, Mbandaka, Kalemie, Beni et Butembo.

L'objectif étant de couvrir 40 villes du pays.

## UNHCR

**Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, condamne dans les termes les plus fermes l'attaque la plus récente contre des personnes déplacées en République démocratique du Congo, survenue le 19 mars dans le village de Gudda, dans la province d'Ituri.**

Au moins 12 personnes, dont des enfants et des femmes, ont été tuées dans cette attaque, au cours de laquelle les auteurs ont utilisé des machettes avant de mettre le feu à plusieurs maisons et de voler du bétail. Les victimes étaient récemment retournées à Gudda après avoir été déplacées à plusieurs reprises.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

La province d'Ituri et d'autres régions de l'est de la RDC connaissent une augmentation de l'activité des groupes armés, qui profitent d'un vide sécuritaire dans la région. Le cycle de la violence contre les civils empoisonne la vie de nombreuses personnes qui ont déjà été chassées de leurs foyers.

Le HCR réitère son appel à toutes les parties pour qu'elles respectent le caractère humanitaire et civil des sites pour personnes déplacées et les exhorte à adhérer à leurs obligations en vertu du droit international pour protéger et sauvegarder les vies civiles à tout moment.

La RDC accueille 5,6 millions de personnes déplacées, dont la plupart résident dans la partie est du pays, dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, de l'Ituri et du Tanganyika.

---

### **Contacts :**

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlcy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06